

# CONOMIE

## Un scénario d'une reprise graduelle confirme en France

### Un scénario de la croissance pourrait générer jusqu'à 1,5 milliards d'euros de recettes supplémentaires.

aussi élevées », note même l'Insee. En corollaire de la reprise du commerce extérieur, les stocks des industriels diminuent (-0,7%). La consommation des ménages se maintient (+0,3%). Les achats de biens fabriqués et la consommation alimentaire accélèrent légèrement, tandis que les dépenses en hébergement-restauration ralentissent.

#### Variation des changes

« Ce résultat est une bonne surprise. Le scénario de reprise graduelle se confirme, note Alain Durré, économiste France pour Goldman Sachs. La demande intérieure se consolide comme attendu et les exportations se redressent grâce au taux de change. Nous restons toutefois prudentes car le bénéfice de l'euro faible sur les exportations devrait s'amincir au deuxième semestre », ajoute-t-il.

Dans son programme, Emmanuel Macron visait une croissance pour 2017 de 1,4%. Même si l'acti-

**CONJONCTURE** Bonne nouvelle pour l'exécutif confronté à un débat de polémique sur sa capacité à tenir ses objectifs budgétaires. En avril et juin, le produit intérieur brut français (PIB) a crû de 0,5%, au même rythme que les deux trimestres précédents. La reprise se consolide donc, sur un rythme modeste mais régulier. Cette performance solide est portée par la demande intérieure et les exportations, qui ont progressé de 3,1% en trois mois, alors que les importations ralentissaient.

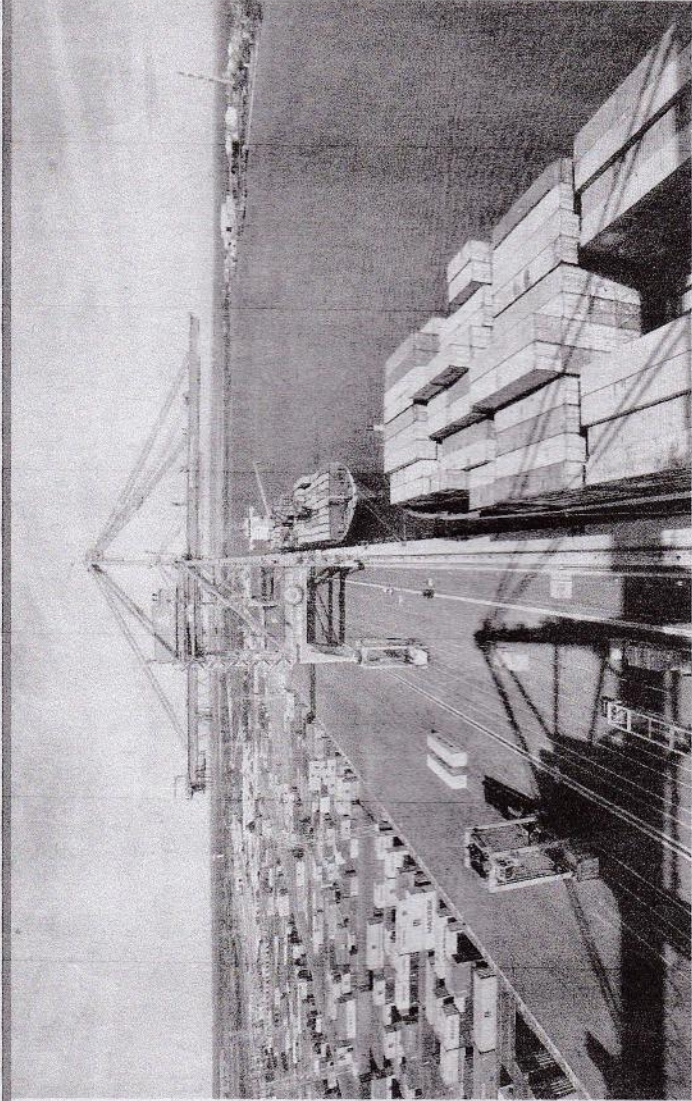
Le commerce extérieur, talon d'Achille de la croissance française depuis douze ans, se redresse enfin légèrement, porté par la reprise mondiale et l'euro, qui était encore faible. Il contribue à hauteur de 0,8% à la croissance du PIB. « En valeur, rapportées au PIB, les exportations n'ont jamais été

ANNE DE GUIGNÉ @aedeuligne

2017, JRT, DENT

es bilier

re



BLOOMBERG VIA GETTY IMAGES

Le terminal de Fos-sur-Mer. Le commerce extérieur de la France se redresse, porté par la reprise mondiale.

Le gouvernement devrait dans les prochains mois s'appliquer à donner tous les signaux nécessaires aux milieux d'affaires pour protéger l'embellie, notamment lors de la grogne sociale qui s'annonce en septembre suite à la publication des ordonnances sur la loi travail. Le rebond de la croissance, s'il se confirme, lui ôtera en effet une sérieuse épine du pied. Il lui permettra de résoudre son équation budgétaire 2017 en évitant d'avoir trop à piocher dans « le musée aux horreurs » de la Défection du budget, où se tiennent prêts à l'emploi diverses mesures d'économies telle la récente et très décriée diminution des APL (aides au logement).

« Sur longue période, en France, l'élasticité de l'ensemble des prélèvements obligatoires au PIB est le-

gèrement supérieure à 1 », note François Ecalte, ancien rapporteur de la Cour des comptes sur les finances publiques et auteur du site [fipeco.fr](http://fipeco.fr). Un gain de croissance de 0,2 point de PIB rapporte donc environ 2 milliards de recettes supplémentaires, l'ensemble des prélèvements obligatoires tournant autour de 1000 milliards d'euros.

Ces recettes nouvelles arrivent fort à propos. Elles pourraient diminuer de moitié les efforts d'économie que l'exécutif doit réaliser pour respecter ses engagements européens d'un déficit à 3% en 2017. Emmanuel Macron, qui a tant chargé la barque de son prédécesseur, devrait en fine presque le remercier ! Si la reprise se confirme, il pourra, sans multiplier les crises politiques, présenter en 2017 des finances publiques au carré. ■

Le gouvernement devrait dans les prochains mois s'appliquer à donner tous les signaux nécessaires aux milieux d'affaires pour protéger l'embellie, notamment lors de la grogne sociale qui s'annonce en septembre suite à la publication des ordonnances sur la loi travail. Le rebond de la croissance, s'il se confirme, lui ôtera en effet une sérieuse épine du pied. Il lui permettra de résoudre son équation budgétaire 2017 en évitant d'avoir trop à piocher dans « le musée aux horreurs » de la Défection du budget, où se tiennent prêts à l'emploi diverses mesures d'économies telle la récente et très décriée diminution des APL (aides au logement).

« Sur longue période, en France, l'élasticité de l'ensemble des prélèvements obligatoires au PIB est le-